

Transition à l'économie de marché : Entre globalité et spécificités

Résumé

Globalement, l'aboutissement de la transition à l'économie de marché, de même que les contributions théoriques et les réflexions auxquelles elle a donné lieu, sont loin d'être achevés. Cet article vise à saisir et à comprendre l'ampleur de ce processus économique et ses conséquences sur de nombreuses économies et des centaines de millions d'êtres humains. Il prend en compte la diversité des situations de départ. En effet, au-delà des points communs, ces transformations comportent certaines spécificités.

Ahmed Toufik BOURAHLI
Faculté des Sciences Economiques
Université Oum El Bouaghi
(Algérie)

Introduction

Le processus de transition à l'économie de marché est un objet d'analyse vaste et complexe. Nous avons choisi de l'aborder sous l'angle de sa genèse et de ses perspectives.

La première partie de l'analyse traitera de généralités se rapportant à la transition à l'économie de marché et aux caractéristiques de celle-ci.

La deuxième partie est consacrée à l'examen des spécificités de ce changement et de leur prise en charge, aussi bien théorique qu'idéologique et politique.

ملخص

يشكل تنوع الوضعيات والمساهمات النظرية رهان لمجال نظري جديد يشمل مختلف التخصصات العلمية في مجال العلوم الاجتماعية والإنسانية لتعويض نقائص وتناقضات النظرية النموذجية المقترحة من قبل المنظمات النقدية والمالية الدولية.

1. Généralités et caractéristiques de la transition

Gilles DOSTALER, dans l'une de ses nombreuses contributions (1) soulève un certain nombre de points d'ordre théorique et méthodologique au sujet de la notion de transition.

Il commence d'abord par souligner l'ambiguïté de celle-ci, laquelle renvoie, en fait, à une réalité extrêmement difficile à cerner et à définir précisément.

Cette notion est utilisée en sciences sociales comme en sciences naturelles, en philosophie et en épistémologie, aussi bien qu'en art et en littérature.

Les dictionnaires modernes définissent, d'une façon générale, la notion de transition comme le passage d'un état à un autre ou d'une situation à une autre. Le passage peut être rapide et brutal, la transformation peut également être progressive.

G. Dostaler s'intéresse aux notions d'état et de situation en affirmant qu'en économie politique « la situation ou l'état désigne une certaine forme d'organisation sociale ». Cela implique l'organisation de la production matérielle, de la distribution des échanges de la consommation, ainsi que la nature des institutions politiques, juridiques, sociales et idéologiques en cours.

Se référant au marxisme et à sa théorie de l'histoire, aux concepts de mode de production et de formation sociale qu'il estime en évolution permanente, l'auteur affirme : « nous sommes toujours en transition parce que toujours des forces sociales se heurtent du fait d'intérêts contradictoires ».

Après avoir passé en revue les différentes formes d'organisation sociale (esclavagisme, féodalisme, capitalisme), l'auteur termine son analyse de façon éloquent : « une chose est certaine : cette question est loin de se réduire à l'économie. C'est pourquoi d'ailleurs la pensée économique n'a jamais pu penser la transition, non plus que le marxisme dans sa version économiste. La transition concerne la totalité des rapports entre les hommes ». Cette contribution et bien d'autres ont entraîné, dans les années quatre-vingt, un redéploiement important de la recherche en sciences humaines et sociales. La remise en question des grands systèmes théoriques dominants conduit à une diversification des recherches en de multiples champs disciplinaires indépendants conduisant à l'ouverture de nouveaux chantiers théoriques.

Des paradigmes nouveaux s'élaborent et des passerelles s'établissent entre les disciplines, générant des débats aussi passionnants que pertinents.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'émergence de nouveaux champs théoriques et analytiques, tels que l'économie de la transition ou *la transitologie*.

Pour Wladimir ANDREFF (2), « l'économie de la transition, en tant que discipline d'enseignement économique, s'est développée au lendemain de la disparition du système de type soviétique basé sur une économie centralement planifiée. Sa particularité provient de l'héritage des économies centralement planifiées qui subsiste dans les économies en transition [...]. La question centrale posée par cette matière est de savoir comment expliquer le processus de transformation d'un système en un autre. L'analyse des mécanismes économiques de cette transformation qui, à présent, comporte au moins deux phases distinctes, est l'objet de l'économie de la transition ».

Au plan politique, *la transitologie* prétend expliquer et guider le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Au plan économique, elle observe les modalités de passage d'une économie à gestion centralisée et planifiée vers une économie de marché.

Cette discipline est issue et inspirée principalement de la sociologie politique et de la science politique notablement développée à partir des années soixante dix avec la première vague de démocratisation qui a touché principalement l'Europe du sud, suivie durant la décennie quatre vingt par l'Amérique latine et enfin l'Afrique, l'Europe de l'Est et l'Asie du Sud-Est au cours de la dernière décennie du vingtième siècle.

Parmi les maîtres de cette « proto-science », nous pouvons citer des auteurs comme Guillermo O'DONNEL, Philippe C. SCHMITTER, Arend LIJPHART, Juan J. LINZ ou Giovanni SARTON. Ces auteurs visent à démontrer qu'en appliquant un ensemble de concepts et d'hypothèses universels, il est possible d'expliquer et de gérer la transition.

A cet égard, la transitologie cherche à tirer des généralisations et des leçons à partir de l'observation des transitions passées, afin de formuler des recommandations institutionnelles et même constitutionnelles à caractère prescriptif.

Le recours à la méthode positive reste la panacée de la transitologie. L'essor de la transitologie et de l'idéal de transition vers la démocratie et l'économie de marché témoigne également des bouleversements politiques et idéologiques des deux dernières décennies. Ainsi, on peut considérer que les paradigmes *démocratie* et *économie de marché* ont désormais réussi à s'imposer comme seuls référentiels légitimes, tant au niveau idéal, scientifique et académique, qu'au niveau des formes de gouvernement et gouvernance correctement adoptées.

En théorisant la démocratie et l'économie de marché, telles que nous les connaissons à l'heure actuelle, la transitologie néglige pourtant le fait que des paradigmes sont le produit de configurations historiques spécifiques et que celles-ci sont également soumises à des transformations.

Pour la transitologie, la thèse de Francis FUKUYAMA (3) sur la fin de l'histoire reste d'actualité, la démocratie et l'économie de marché restent l'horizon indépassable de tout système économique et politique.

Les mérites et les effets positifs de la transition sont certains. Quant aux aspects analytiques, les questionnements théoriques de fond et les perspectives, la transitologie ne propose aucune alternative à l'économie de marché et la démocratie libérale, modèle trop souvent perpétué sans questionnements critiques.

A ce stade de la réflexion, certaines questions s'imposent, comme celles que formule Pierre FRANÇOIS (4) :

- Ya t-il unicité ou pluralité des processus de transition ?
- En quoi la transition socialiste /capitalisme rejoue-t-elle les transitions antérieures vers le capitalisme?

- En quoi les trajectoires de transformation des économies planifiées à gestion centralisée sont-elles les mêmes, en quoi diffèrent-t-elles ?
- La transition est-elle le fait de l'Etat ou des sociétés civiles ?
- De quel Etat et de quelle société civile s'agit-il ?
- La fin de l'histoire de F. Fukuyama est-elle synonyme de convergence ou d'hétérogénéité ?
- Est-il possible de construire ou d'élaborer une théorie de la transition ou des transitions ?
- Doit-on accepter et privilégier ou remettre en cause la pertinence empirique de ces processus de transformation économique ?

Bref, quelles sont les perspectives et donc le devenir de ces économies qui ne sont plus ce qu'elles étaient mais qui ne sont pas devenues ce à quoi on s'attendait ?

Il est couramment souligné que la transition de l'économie centralement planifiée ou administrée à l'économie de marché est un phénomène unique dans l'histoire du monde et que, « par la nature et l'ampleur qu'elle revêt, la transformation du système économique des pays de l'Europe centrale et de l'Est représente une tâche et un effort sans précédent dans notre histoire économique.

Nul autre pays ne s'est jamais vu placé devant le défi de mettre fin à la baisse de l'activité économique et de corriger d'importants déséquilibres...tout en mettant en place un nouveau système économique, alors que les mécanismes et les institutions du marché ne sont pas développées qu'il faut restreindre l'intervention directe de l'Etat et employer des instruments d'action inconnus auparavant » (5).

Nauro F. CAMPOS et Fabrizio CORICELLI (6) confirment et décrivent également cette période comme l'événement le plus important du dernier siècle.

L'effondrement du bloc communiste, avec les mouvements politiques et sociaux de la fin des années quatre vingt et notamment la chute du mur de Berlin en 1989, ont signifié la remise en cause du système économique et politique centralisé, sonné le glas du système socialiste et ouvert des perspectives nouvelles d'intégration à l'économie mondiale des pays et des Etats faisant parti de ce bloc.

Cependant, entre ces deux systèmes économiques – l'économie de marché et système à gestion centralisée –, il existe une variété de systèmes mixtes, qui sont en fait beaucoup plus proches de la réalité.

1.1 Economie à planification et gestion centralisée :

W. Andreff (7) propose la définition d'une économie socialiste sur la base d'un certain nombre de critères essentiels que nous présentons ci-dessous :

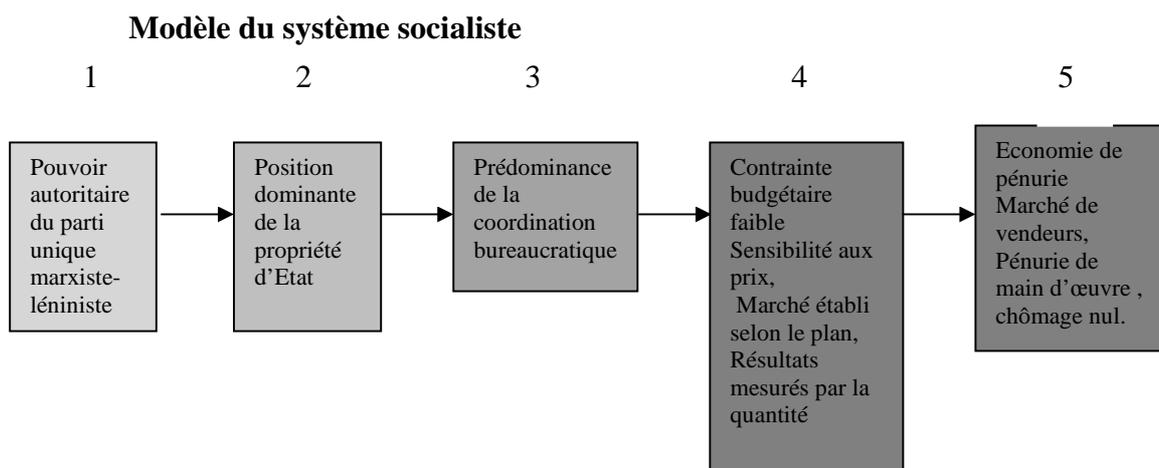
1. Les entreprises industrielles et les banques sont la propriété de l'Etat ;
2. L'activité économique est organisée selon la planification centralisée, y compris l'agriculture) ;

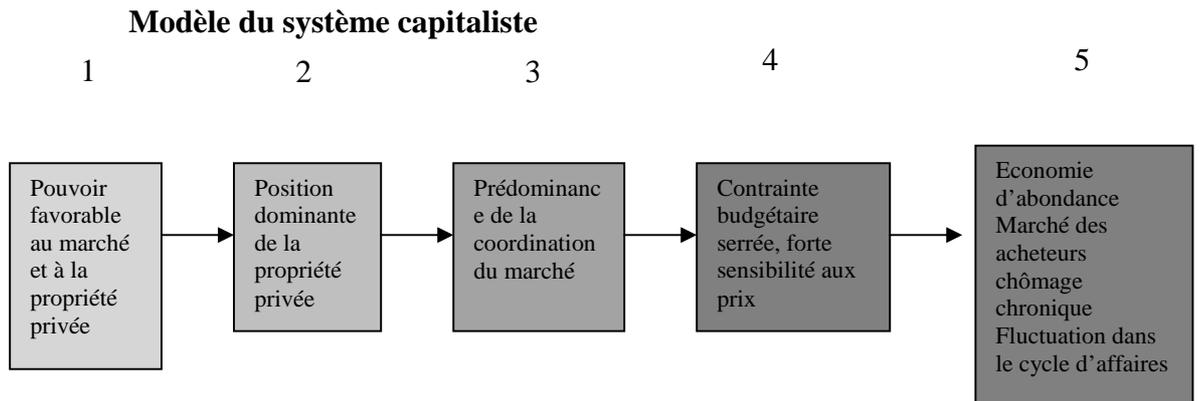
3. La stratégie de développement repose sur l'industrialisation rapide avec priorité donnée aux industries lourdes ;
4. Le commerce extérieur avec les marchés capitalistes est volontairement restreint ; le plus gros volume des échanges s'effectue entre les pays membres du conseil pour l'assistance économique mutuelle (C.A.E.M.) URSS et les pays d'Europe de l'Est ;
5. Les investissements directs étrangers sont proscrits ;
6. Le pouvoir politique est détenu totalement par un parti unique communiste ou d'inspiration marxiste léniniste.

János KORNAI (8), propose un modèle comparatif entre les systèmes socialiste et capitaliste en se basant sur un certain nombre de critères fondamentaux qu'il désigne comme des « attributs spécifiques ». Ces attributs sont définis comme « les caractéristiques communes d'une multitude de manifestations historiques ».

Ces attributs sont subdivisés en cinq groupes d'éléments essentiels que sont, le pouvoir politique, la propriété privée, les moyens de coordination, le comportement des acteurs économiques et les caractéristiques de l'économie. Ces attributs et ses particularités de l'économie planifiée sont repris par la plupart des spécialistes de la question : Richard ERICSON (1991), Wladimir ANDREEF (1993), Mancur OLSON (1995), Nauro F. COMPOS et Fabrizio CORICELLI (2002), A. Alan SMITH (2006).

La succession logique de ces caractéristiques aide à mieux comprendre le phénomène de la transition d'une économie planifiée à une économie de marché, comme le montre le schéma suivant présenté par J. Kornai (9).





Selon ce schéma, cinq particularités distinguent le système socialiste à économie planifiée :

- le pouvoir politique détenu par le parti unique ;
- les droits de propriété qui se limitent à la propriété d'Etat ;
- les moyens de coordination du système économique dominés par des principes hiérarchiques et bureaucratiques ;
- les acteurs économiques et principalement les entreprises ne subissent aucune contrainte budgétaire ou financière ;
- les prix sont fixés par le plan, de même que les quantités à produire, l'aspect quantitatif étant privilégié dans l'évaluation des entreprises qui entretiennent avec le plan des relations économiques de type vertical ;
- une pénurie chronique des biens et de la main d'œuvre caractérise l'économie ; le marché est un marché de vendeurs.

Par ailleurs, l'apparition du système socialiste n'a pas été le fruit de développements historiques objectifs. La structure économique se trouve ainsi totalement inféodée à l'autorité totalitaire, empêchant, ainsi, toute référence à l'économie de marché.

L'économie planifiée à gestion centralisée, qui a fait suite à la révolution bolchévique en 1917, a d'abord concerné l'URSS, puis s'est étendue aux pays satellites de l'U.R.S.S. après la deuxième guerre mondiale et a duré jusqu'en 1989.

Actuellement, la Chine continue de pratiquer un système hybride où coexistent des caractéristiques de l'économie planifiée et des spécificités de l'économie de marché.

M. Olson (10) attribue l'échec de l'économie planifiée au manque de fiabilité du système d'information primordiale pour la détermination des niveaux de consommation, d'investissement et d'allocation des ressources.

L'information qui circule entre les différents paliers et échelons de la hiérarchie subit des distorsions, ce qui fait dire à M. Olson que la situation optimale prévue par le plan ne sera jamais atteinte, parce que l'environnement de production évolue continuellement, obligeant le processus décisionnel à être réévalué, perpétuellement et en temps réel.

Ainsi, les décisions prises sont de plus en plus détachées de la réalité et n'ont plus l'impact souhaité. L'autorité centrale, perdant le contact avec la réalité, le système devient ainsi inefficace.

N.F. Campos et F. Coricelli (11) relèvent d'autres facteurs déterminant l'inefficacité du système socialiste, à savoir :

- l'inexistence d'un marché des capitaux dynamique et dense ;
- la dépendance massive des échanges extérieurs à l'égard du C.A.E.M. (Conseil pour l'assistance économique mutuelle) créent une dépendance massive à ce marché ;
- le gaspillage des ressources humaines et distorsion du marché du travail ;
- l'absence d'initiative des échelons hiérarchiques inférieurs et dépendance de l'autorité centrale. A cela s'ajoute une faible productivité, la rigidité de la structure économique et l'insuffisante substitution entre les facteurs de production, sans oublier le contrôle rigoureux des prix, l'orientation de l'investissement prioritairement vers l'industrie lourde et le retard technologique accusé par rapport aux pays capitalistes avancés.

En définitif, les observateurs et les spécialistes de la question considèrent l'économie planifiée comme un système complexe et rigide, induisant la stagnation, héritage lourd, oserions-nous dire, pour une organisation économique qui s'achemine vers l'économie de marché.

1.2 Economie de marché

« Mal connoté par l'acceptation péjorative qui lui confère la critique marxiste, le capitalisme, avec le déclin de l'influence exercée par celle-ci et la déconfiture du socialisme réel qui lève l'hypothèque d'une alternative – paraît pouvoir prétendre maintenant à l'universalité. Paradoxalement, le terme lui-même semble frappé de désuétude et l'expression consacrée pour désigner le capitalisme est désormais l'économie de marché ». A partir de cette analyse de Francis FUKUYAMA (12), peut s'engager un débat autour des concepts de capitalisme et d'économie de marché, entre une réalité pratique et une représentation théorique.

Pivot de la tradition néoclassique comme catégorie spécifique caractéristique des systèmes modernes développés, le concept d'économie de marché a toujours été opposé à celui de capitalisme par de grands théoriciens du capitalisme (historiens et économistes) et qui vont de Marx à Braudel en passant par Schumpeter, Keynes et Polanyi.

Le capitalisme et les structures d'une économie de marché sont, pour J. Kornai (13), le produit d'un développement objectif, favorisé par la réunion de conditions nécessaires. Contrairement à l'économie à gestion centralisée, le capitalisme n'a pas besoin d'être imposé pour se développer, pour peu que des conditions nécessaires et suffisantes soient réunies.

Le schéma présenté par J. Kornai représente le système d'économie de marché par les attributs suivants :

- soutien du pouvoir politique au marché et à la propriété privée ;
- position dominante de la propriété privée ;
- prédominance de la coordination pour le marché ;
- contrainte budgétaire serrée et comportement des acteurs économiques influencé par la fixation des prix selon la loi de l'offre et la demande ;
- chômage chronique et fluctuations dans le cycle commercial.

Deux catégories économiques revêtent une importance considérable pour le capitalisme, la propriété privée, qui induit elle-même la libre entreprise, et la liberté d'établir des contrats entre les individus (J. Kornai, 2000). Les prix aussi, par l'information qu'ils véhiculent, sont l'élément fondamental de la coordination des activités d'échange, de la façon d'organiser la production et la distribution des revenus. (14).

La transformation d'un système économique planifié en un système capitaliste implique le démantèlement des structures socialistes et leur remplacement par des institutions et spécifiques à l'économie de marché – la propriété d'Etat par la propriété privée, le pouvoir politique par le pouvoir du marché, le plan par la concurrence – mais aussi transformation de ses mécanismes : innovation, progrès technologique et usage efficient des ressources pour une productivité plus élevée et une croissance économique soutenue, mais au prix d'un chômage chronique, de fluctuations dans le cycle des affaires, d'inégalités salariales et bien sûr sociales et de pauvreté.

1.3 Transition à l'économie de marché

Les difficultés de la transition à l'économie de marché sont nombreuses et majeures. Ce processus implique des ajustements qui nécessitent, notamment, une compression des dépenses publiques et du pouvoir d'achat. Il ne suffit pas de restaurer les grands équilibres macro-économiques ou financiers, et de changer les structures de production et de répartition du revenu dans la société ; encore faut-il transformer les mentalités héritées du passé, ce que les spécialistes de la transition appellent la « path dependence ». L'ampleur de la tâche ne permet pas de projeter la transition dans le court et le moyen terme, mais plutôt et raisonnablement dans le long terme.

Les espoirs suscités par la chute du mur de Berlin font place à la déception face aux difficultés et des réalités quotidiennes extrêmement difficiles. Les incertitudes sont d'autant plus grandes qu'aucune expérience historique antérieure ne peut être prise en référence et donc servir d'indicateur.

Pour l'O.C.D.E. (Organisation pour la coopération et le développement économique), la transition suppose des changements dans quatre directions : la stabilisation macro-économique, la libéralisation économique, la restructuration d'entreprises et la réforme des institutions (rapport annuel 1991).

Le contexte dans lequel s'engagent les processus de transition à l'économie de marché est marqué par l'apogée de la théorie économique standard au début des années quatre vingt dix.

L'aboutissement de cette évolution est consacré par les « dix commandements » du *consensus de Washington*, préconisés par un économiste du F.M.I. (Williamson, 1990).

▪ Tableau n°1 – Les "10 commandements" du consensus de Washington

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none">1. Discipline fiscale.2. Réorientation des dépenses publiques.3. Réforme fiscale.4. Libéralisation financière.5. Fixation d'un taux de change unique et compétitif.6. Libéralisation du commerce extérieur.7. Suppression des obstacles aux investissements directs étrangers8. Privatisation des entreprises publiques.9. Déréglementation de la concurrence.10. Sécurisation des droits de propriété. |
|--|

C'est ainsi que la transition au capitalisme des économies de l'Est devint le premier champ d'application privilégié du consensus de Washington.

2. Spécificités, pratique et évolution de la transition

Bernard CHEVANCE (15) considère la transformation postsocialiste comme « une expérience historique unique de changement organisationnel institutionnel et systémique dans un grand nombre de pays ».

Mais, comment réaliser le *consensus de Washington*, dans des contextes aussi largement hétérogènes ?

2-1 Spécificités de la transformation postsocialiste

Le post-socialisme s'appuie sur une modélisation proposée par la B.E.R.D. (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) qui cadre les économies concernées sur une règle ou une norme unique : "l'indicateur de transition".

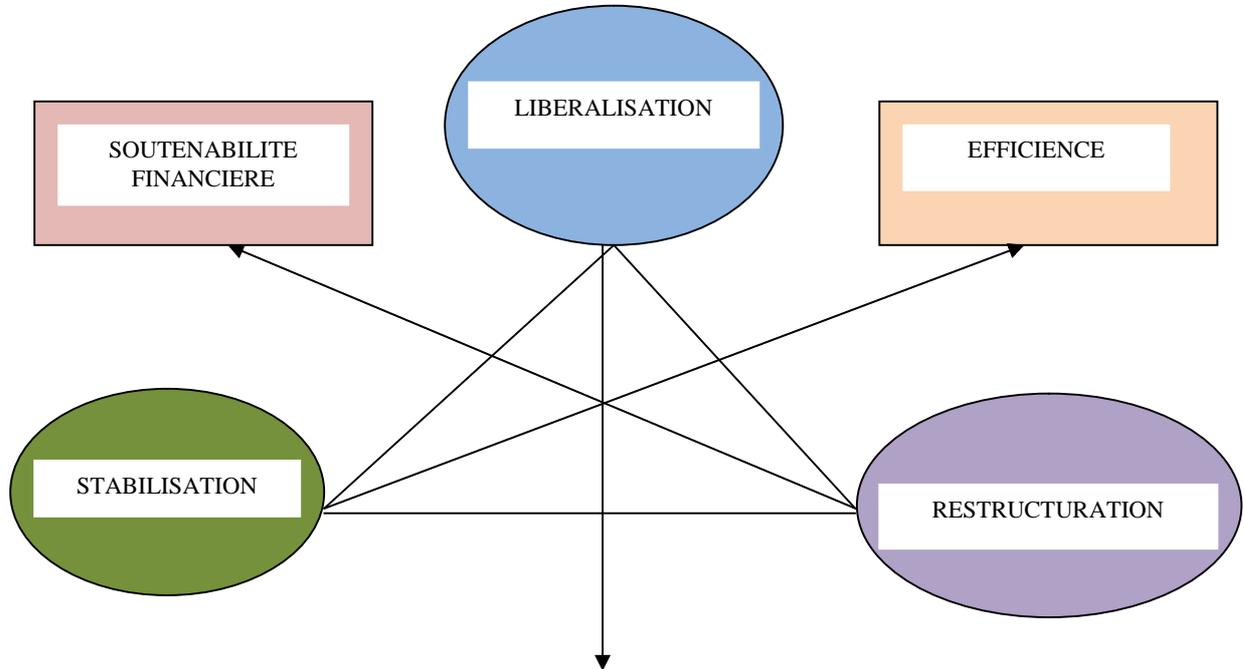
Cette modélisation présente, en fait, toutes les caractéristiques d'un paradigme au sens de Thomas KUHN (16), nous permettant de l'identifier en tant que Paradigme Standard de la Transition (P.S.T.).

La pratique de ce P.S.T. se retrouve dans le modèle de réformes préconisé par le F.M.I. et dont les objectifs principaux consistent à :

- élever le niveau de vie moyen des populations par une allocation efficiente des activités économiques ;
- veiller à assurer les équilibres macro économiques et notamment les finances publiques et la balance des paiements;
- assurer la soutenabilité politique des réformes afin d'éviter le risque de retour en arrière et ce, par la « sainte trinité » (17) du *Washington Consensus, stabilisation-libéralisation-restructuration ou privatisation* (la *stabilisation* par un contrôle serré des dépenses publiques et la croissance de la masse monétaire afin d'assurer la stabilité du taux de change de la monnaie nationale ; la *libéralisation* qui permettra l'allocation des ressources et la détermination des prix relatif non plus par le plan mais par le

marché ; la *restructuration*, signifiant d'abord privatisation, mais aussi un mode de gouvernance des entreprises et des administrations de l'Etat).

Ces différents éléments, qui résument le modèle du F.M.I. pour la transition, sont représentés dans la figure 2, ci-dessous.



Les experts du F.M.I. n'omettent pas de signaler et d'insister sur la complémentarité des réformes qu'il faut lancer simultanément.

Deux conceptions sont en présence : la première, est connue sous le nom de *théorie de choc* (ou *Big bang*), la seconde sous celui de *gradualisme* (parce qu'elle prône le passage graduel). Gérard ROLAND (18) résume ainsi les deux approches :

– Les adeptes de la théorie de choc (ou *big bang*) soutiennent que la destruction rapide et complète du système centralisé est le seul moyen possible pour la création de l'économie de marché et que, en s'appuyant sur la démocratie, les nouveaux gouvernements adopteront les réformes le plus rapidement possible et ce, d'une manière irréversible.

– Les partisans du passage graduel (ou gradualisme) considèrent que la présence de l'Etat, au moins dans une première phase de la transition, garantit une certaine stabilité pour les démarches et que, en procédant de manière séquentielle, les réformes à succès créent des précédents pour l'adoption de nouvelles.

■ Tableau n°2 – Les deux stratégies de mise en application des réformes *Big Bang* et gradualisme.

Catégorie	BIG BANG	GRADUALISME
Coûts d'ajustement	Des réformes <i>Big Bang</i> permettent de réduire les coûts d'ajustement si elles ancrent les anticipations sur la nécessité de réallouer les ressources productives de l'économie.	Une approche graduelle peut minimiser les coûts d'ajustement car elle est moins onéreuse à court terme et génère moins d'opposition politique.
Crédibilité	Une approche <i>Big Bang</i> assure une plus grande crédibilité.	Une approche graduelle peut être plus crédible si les bénéfices mesurables de court terme sont suffisamment importants.
Faisabilité	Etablir un calendrier précis des réformes à mettre en œuvre est pratiquement irréalisable ; en conséquence, les réformes doivent être menées aussi rapidement que possible.	Les réformes nécessitant du temps pour être mise en œuvre. Une approche graduelle est nécessaire, compte tenu de la difficulté d'accommoder les chocs macroéconomiques liés à ces réformes et dont les effets sont parfois contradictoires.
Risque	Une approche <i>Big Bang</i> peut conduire à une hausse du chômage sur le court terme, qui diminue le soutien politique en leur faveur et peut conduire le gouvernement à les abandonner. Une approche globale augmente le risque de contagion entre oppositions politiques.	Des réformes partielles amoindrissent l'efficacité de la réallocation des ressources productives diminuant les effets sur le P.I.B. et le bien être. Des réformes partielles peuvent empêcher la création de marchés suffisamment concurrentiels.

Source: F.M.I., Washington, paper N°2.

Si, au départ, le paradigme standard de la transition (P.S.T.), découlant du *consensus de Washington*, a été imposé par les grandes institutions financières internationales (F.M.I., Banque Mondiale, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement), sur le terrain, dans aucun pays, le modèle du F.M.I. n'a pu aller au terme de son application, ni le rythme des réformes se conformer aux prescriptions de départ.

Par ailleurs, la portée, en termes de résultats économiques, a été mitigée et l'impact des réformes a été d'une grande diversité dans des économies où les modalités d'applications des réformes ont été similaires.

2.2 Evolution et difficultés de la transition

Les pays qui se sont engagés dans ce processus de transformation ont choisi différentes voies et ont connu des évolutions distinctes. Quant aux effets immédiats de la transition, ils sont à peu près les mêmes pour l'ensemble des pays. Ils ont été

énumérés par N.F Campos et F. Coricelli (19) dans ce qu'ils ont appelé *les faits stylisés de la transition* et dont les plus déterminants sont :

- la diminution appréciable et conséquente sur le niveau du bien être de la population ;
- la pénurie de capital due à l'absence d'un marché du crédit et à la faiblesse des investissements directs étrangers (I.D.E.) ;
- l'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail, ce qui génère un chômage additionnel ;
- l'effondrement du conseil d'assistance économique mutuelle (C.A.E.M.) et la difficile réorientation du commerce vers les pays industrialisés.

Il faut ajouter à cela le fait que l'extinction et la disparition des structures socialistes n'ont pas été suivies par l'émergence d'institutions adéquates et nécessaires au fonctionnement de l'économie de marché.

La pratique du processus de transition, ou de ce que Thomas KUHN a désigné sous le nom de *paradigme standard de la transition* (P.S.T.), a connu des trajectoires différentes et une grande diversité de réponses a été apportée par les économies en transition aux prescriptions et préconisations du P.S.T.

La transposition du modèle capitaliste proposé s'est heurtée à des résistances, parfois farouches. Le paradigme des institutions monétaires et financières internationales n'a pu aller au terme de sa pratique, ni les principales réformes se concrétiser sur le terrain.

Les principaux résultats économiques ont été également d'une grande diversité, même quand les modalités d'application ont été similaires.

Cela est patent pour certains pays de l'Asie de l'Est (Chine, Cambodge, Laos, Vietnam), comme le montre le tableau qui suit :

▪ Tableau n°3 - Résultats économiques de la transition dans des pays d'Europe de l'Est et d'Asie de l'Est.

Pays	Date du programme du F.M.I. entre 1989 et 1999)	Variation du P.I.B. réel 1999/1989) En%	Inflation moyenne 1989-1999) en%	Indicateur de transition BERD, 1999) °
Pays d'accèsion à l'UE non baltes		-5	35.5	3.3
Bulgarie	Fév -1991	-33	68.4	2.9
République tchèque	Jan -1991	-6	7.8	3.4
Hongrie	Mars-1990	-1	19.7	3.7
Pologne	Jan-1990	+28	49.2	3.5
Roumanie	Jan-1993	-26	76.1	2.8
Slovaquie	Jan-1991	+1	14.3	3.3
Slovénie	Fév-1992	+5	12.9	3.3
Pays baltes		-32	33.5	3.2
Estonie	Juin-1992	-22	24.3	3.5

Lettonie	Juin-1992	-44	35.1	3.1
Lituanie	Juin-1992	-30	41	3.1
Autres pays d'Europe du Sud-Est		-23	3331.8	2.5
Albanie	Non	-7	33.4	2.5
Bosnie-Herzeg.	Non	-7	13118	1.8
Croatie	Oct-1993	-20	100	3
Macédoine	Jan-1994	-41	75.6	2.8
CEI		-47	149.1	2.3
Arménie	Déc-1994	-52	106.5	2.7
Azerbaïdjan	Jan-1995	-53	233.2	2.2
Biélorussie	Nov-1994	-19	162.4	1.5
Géorgie	Sep-1994	-69	17.9	2.5
Kazakhstan	Jan-1994	-39	77.3	2.7
Kirghizie	Mai-1993	-39	22.3	2.8
Moldavie	Sep-1993	-69	16.5	2.8
Mongolie	Non	-7	46.5	2.8
Ouzbékistan	Nov-1994	-3	304.5	2.1
Russie	Avril-1995	-45	88	2.5
Tadjikistan	Fév-1995	-71	688.5	2
Turkménistan	Non	-49	4.9	1.4
Ukraine	Nov-1994	-65	169.4	2.4
Asie de l'est		+78	17.1	2.1
Cambodge	Non	+62	6.3	2.5
Chine	Non	+152	8.1	2.1
Laos	Non	+85	28.6	1.8
Vietnam	Non	+97	25.4	1.9

Source : *International Monetary Fund*

° : Echelle de 1 absence totale de libéralisation) à 4.5 économies occidentales)

Cette échelle de 1 à 4.5 élaborée par la B.E.R.D. (Banque Européenne de Reconstruction et de Développement) mesure le degré d'avancement de chaque pays par rapport à des indicateurs de transition, dont, notamment la part du secteur privé dans le P.N.B., la libération des prix, la réforme des institutions bancaires et financières. .

Le tableau ci-dessus démontre que tous les pays qui ont opté pour le programme de réformes du P.S.T., mis en œuvre au travers de la conditionnalité du F.M.I., ont connu un niveau d'inflation moyen élevé, associé à une chute plus forte de la production, ce que certains auteurs ont désigné par *récession transformationnelle*.

Certains pays de l'Asie de l'Est (Laos, Cambodge, Vietnam et Chine notamment), qui ont mis en pratique leur propre programme de transition vers l'économie de marché, ont obtenu des résultats meilleurs, aussi bien en termes d'inflation qu'en termes de croissance économique.

Les institutions formelles mises en place sous la responsabilité du F.M.I. n'ont presque jamais "mordu", du fait de ce qui est appelé par les spécialistes de la transitologie la "path dependence" ou l'"effet du sentier" ou la "dépendance du sentier", qui signifie que l'héritage des institutions et des modes de comportement

socialistes est encore présent dans la plupart des sociétés et qu'il continuera d'en être ainsi pendant encore longtemps.

Tout ceci a certainement pu constituer écueils et obstacles dans le déroulement du processus de transformation d'une économie planifiée en économie de marché, transition dont nous allons étudier les surprises (effets pervers et paradoxes), avant de lever un tant soit peu le voile sur les perspectives.

2-3 Surprises et perspectives

Le changement de système a constitué un processus de transformation extraordinaire et de grande envergure qui a présenté au fur et à mesure de son évolution et de son déroulement des surprises diverses.

La première surprise, et qui a été certainement la plus importante, fut celle que J. Kornai a appelée « la récession transformationnelle ». L'effondrement de la production et donc de l'offre ont constitué une tendance générale dans tous les pays en transition. L'effondrement industriel de l'Allemagne de l'Est a été remarquable et ce, malgré un financement budgétaire considérable et prolongé de la part de l'Allemagne de l'Ouest. La chute de la production a été à contre-courant des convictions de l'analyse standard de la transition (P.S.T.), qui pensait que la libéralisation et la privatisation entraîneraient la réallocation des ressources et l'amélioration de l'efficacité productive.

Le deuxième aspect qui a pris de court les théoriciens du modèle standard de la transition a été le chômage transitionnel et qui, en partie, a été la conséquence de l'effondrement de la production.

Le troisième aspect a trait au transfert de la propriété et donc aux difficultés, retards et déviations du processus de privatisation. Pour Daniel LABARONNE (20) « la remise des actifs au personnel ou au management des entreprises à des conditions privilégiées et la privatisation de masse basée sur la distribution quasi gratuite de coupons de privatisation à toute la population ont transféré des blocs de contrôle sur le capital de l'entreprise aux managers. Ces derniers ont eu aussi recours, sans aucun scrupule, à des comportements très actifs légaux ou illégaux pour assurer la survie de la firme et surtout pour s'enraciner dans leur position de pouvoir dans l'entreprise », stratégie qui a d'ailleurs été traitée "d'enracinement des managers".

La quatrième et dernière surprise se rapporte à la croissance des paiements sans monnaie et du non paiement, qui se révèle être le paradoxe de la transition vers l'économie de marché.

Une véritable économie de troc ou une démonétisation de l'économie s'est développée et des échanges sans monnaie frauduleux et parfois criminels ont pris une ampleur considérable, notamment en Russie pour atteindre 70% du P.I.B. en 1998. La démonétisation s'explique également, pour certains auteurs, par l'imperfection des marchés et l'inertie des relations inter-industrielles et inter-entreprises.

Ainsi, l'idée d'un modèle unique standard véhiculée par le *consensus de Washington* s'est retrouvée remise en question dans des économies que l'histoire et la géographie ont différenciées dans beaucoup de leurs aspects essentiels.

En effet, est-il aisé d'inculquer à des peuples marqués par des dizaines d'années de mode de vie collectiviste la mentalité capitaliste ? Pour Jean-François BAYARD (21), celle-ci ne se crée pas avec une politique économique, mais avec un imaginaire social,

partagé par l'ensemble des acteurs et qui nécessite du temps et des actions en profondeur. En évoquant la réinvention du capitalisme, il déplore le fait que les gouvernements se pressent de mettre en place l'économie de marché au lieu de s'appliquer à fonder les bases de sa formation. De trop nombreux gouvernements ont en effet négligé le facteur culturel dans la transplantation des nouvelles institutions, ce qui a occulté toute réflexion sur les méthodes de reconstruction. Le marché nécessitant des institutions et une culture des participants propice à la prise de décision, il est illusoire de croire en la construction spontanée d'un marché autorégulateur.

Conclusion

Que conclure, au moins provisoirement, sur un processus d'une telle ampleur, ayant impliqué et concerné des centaines de millions d'êtres humains depuis plus de deux décennies ?

La transition à l'économie de marché se poursuit dans un contexte marqué par une triple crise mondiale : crise de la mondialisation néolibérale, crise de la dette publique en Europe, et bouleversements politiques majeurs dans le monde arabe et en Afrique du nord.

La grande transformation a-t-elle pris fin en Europe Centrale et Orientale, comme l'affirme J. Kornai (22). Comment se réalisera-t-elle en Chine et au Vietnam ? Que se passera-t-il à Cuba ? Comment la grande transformation va-t-elle s'opérer en Irak sous occupation militaire étrangère ? Et en Iran ? Et dans les autres pays musulmans ?

En effet, la transitologie n'a nullement achevé sa mission. Elle n'a, à vrai dire, même pas amorcé le travail de fond requis.

Notes

1. Gilles DOSTALLER, « Transition et pensée économique dans l'histoire », *Cahiers de recherche sociologique*, Montréal, vol. 1, septembre 1983, pp. 19-35.
2. Wladimir ANDREFF, « Economie de la transition ; la transformation des économies planifiées en économie de marché », Editions Bréal, 2007.
3. Francis FUKUYAMA, « La fin de l'histoire et le dernier homme », Flammarion, collection « Champs », 1992.
4. Pierre FRANÇOIS, « Transitions capitalistes : en route pour le capitalisme, les transitions des ex-pays communistes », wiféo .com /document le 27/05/2010.
5. Salvatore ZECCHINI, « Avant propos », O.C.D.E., 1991, p. 7.
6. Nauro F. CAMPOS et Fabrizio CORICELLI, « Growth in transition : what we know ; what we don't and what we should », *Journal of economic literature*, V. 2.1, 2002.
7. Wladimir ANDREFF, « Introduction : crise et transformation » et « Chapitre 1. Les fondements théoriques de l'économie socialiste », in *La crise des économies socialistes : la rupture d'un système*, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, pp. 7-58.
8. Janos KORNAI, "What the change of system from socialism to capitalism does and does not mean", *The journal of Economic perspectives*, 2000, vol. 14, n° 1, pp. 27-42.
9. J. Kornai, *op. cit.*
10. Mancur Jr OLSON, "Why the transition from communism as so difficult", *Eastern Economic Journal*, Vol. 21, n° 4, automne 1995, pp. 437-461.
11. N.F. Campos et F. Coricelli, *op. cit.*

12. F. Fukuyama, *op. cit.*
13. J. Kornai, *op. cit.*,
14. Milton FRIEDMAN, "Market mechanisms and central economic planning Washington DC American Entrepris", *Institute for Public Policy Research*, 1981.
15. Bernard CHAVANCE, « Les théories économiques à l'épreuve de la transformation post socialiste », in MAXIME FOREST et Georges MINC (dir), *Post communisme : les sciences sociales à l'épreuve*, L'Harmattan, 2004.
16. 23. Thomas KUHN, « La structure des révolutions scientifiques » (1970), Paris, Flammarion, 1983.
17. B. Chavance, *op. cit.*
18. Gerard ROLAND, "The political economy of transition", *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 16, n°1, hiver 2002, pp. 29-50 .
19. N.F. Campos et F. Coricelli, *op. cit.*
20. Daniel LABARONNE, « Les lenteurs de la privatisation en Europe de l'Est : une conséquence de la stratégie d'enracinement des managers », *Revue d'Economie politique*, 1998, 108.5, pp. 672-689.
21. Jean-François BAYARD, *La réinvention du capitalisme*, Editions Karthala, Collection « Hommes et Sociétés », Paris, 1994.
22. J. Kornai, « La Grande transformation de l'Europe Centrale et Orientale : succès et désillusions », *Revue d'Etudes Comparées Est-Ouest*, Vol. 37, 2006, n°1, pp. 13-65.